

CONFERENCE DU DESARMEMENT

CD/1335
7 juillet 1995

FRANCAIS
Original : ANGLAIS

LETTRE DATEE DU 6 JUILLET 1995, ADRESSEE AU SECRETAIRE GENERAL ADJOINT DE LA CONFERENCE DU DESARMEMENT PAR LE REPRESENTANT PERMANENT DES ETATS-UNIS D'AMERIQUE A LA CONFERENCE, TRANSMETTANT LE TEXTE D'UNE DECLARATION PUBLIEE A WASHINGTON PAR L'UNITED STATES ARMS CONTROL AND DISARMAMENT AGENCY A L'OCCASION DU VINGT-SEPTIEME ANNIVERSAIRE DE L'OUVERTURE A LA SIGNATURE DU TRAITE SUR LA NON-PROLIFERATION DES ARMES NUCLEAIRES

Ci-joint le texte d'une déclaration publiée à Washington par l'United States Arms Control and Disarmament Agency à l'occasion du vingt-septième anniversaire de l'ouverture à la signature du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires.

Je vous prie de bien vouloir faire en sorte que ce texte soit publié comme document officiel de la Conférence du désarmement et distribué à tous les Etats membres de la Conférence ainsi qu'aux Etats qui participent aux travaux de l'instance sans en être membres.

L'Ambassadeur,
Représentant permanent,

(Signé) Stephen J. Ledogar

Déclaration faite le 1er juillet 1995 à l'occasion du vingt-septième anniversaire de l'ouverture à la signature du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires

Le 1er juillet 1968, le président Lyndon Johnson et les représentants de 60 autres pays signaient le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires dans le bureau Est de la Maison-Blanche. Durant la période qui s'est écoulée depuis sa signature, puis son entrée en vigueur en 1970, le TNP a acquis une importance que l'on peut véritablement qualifier d'historique.

Au 1er juillet 1995, plus de 170 pays étaient devenus parties au TNP en qualité d'Etat non doté d'armes nucléaires et avaient ainsi pris l'engagement juridiquement contraignant de ne pas mettre au point ni acquérir d'armes nucléaires. En outre, chacun des 179 Etats parties à l'instrument, dont les cinq Etats dotés d'armes nucléaires, s'est engagé à poursuivre de bonne foi des négociations sur des mesures efficaces relatives au désarmement nucléaire, qui reste notre objectif ultime.

En ce qui concerne la réalisation de cet objectif double qui est de limiter la dissémination des armes nucléaires et de réduire le nombre de ces armes, les 12 derniers mois ont été extrêmement féconds - le fait le plus marquant est intervenu en mai de cette année, lorsque les Etats parties au TNP ont décidé que ce traité demeurerait en vigueur pour une durée indéfinie conformément à l'article X, paragraphe 2, de l'instrument, cette décision n'ayant été assortie d'aucune condition.

D'autres faits récents ont eux aussi concouru à l'atténuation de la menace d'une guerre nucléaire.

Depuis le 1er juillet de l'année dernière, 15 pays sont devenus parties au TNP en qualité d'Etat non doté d'armes nucléaires - parmi ceux-là figuraient l'Algérie, l'Argentine, le Chili et l'Ukraine, qui exploitent tous des installations nucléaires à des fins pacifiques. Il ne reste que dix pays au monde qui ne soient pas liés par le TNP ou un accord analogue. De ce nombre, seuls trois n'ont pas soumis toutes leurs installations nucléaires au système de garanties de l'Agence internationale de l'énergie atomique.

Les Etats-Unis ont continué à démanteler leurs armes nucléaires au rythme de 1 000 à 2 000 unités par an. Pour la première fois, ils ont soumis des stocks de matières fissiles militaires aux garanties de l'AIEA.

En décembre 1994, les Etats-Unis et la Russie ont fait le nécessaire, de concert avec l'Ukraine, le Bélarus et le Kazakhstan, pour que le Traité sur la réduction et la limitation des armements stratégiques offensifs, ou Traité START I, entre en vigueur. Lorsque ce traité aura été pleinement mis en oeuvre, 9 000 armes nucléaires auront été retirées des vecteurs stratégiques déployés par les Etats-Unis et l'ancienne Union soviétique.

En prononçant le 21 janvier 1995 son discours sur l'état de l'Union, le président Clinton a demandé au Sénat d'approuver la ratification du Traité START II. Le Sénat a répondu à son appel en ouvrant les débats sur

l'instrument le 31 janvier. Lorsque ce traité aura été à son tour pleinement mis en oeuvre, 5 000 autres armes nucléaires auront cessé d'être déployées par les Etats-Unis et la Russie.

Toujours en janvier, les Etats-Unis ont prolongé leur moratoire sur les essais d'armes nucléaires jusqu'à l'entrée en vigueur d'un traité d'interdiction complète des essais, en supposant que ce traité serait signé au plus tard le 30 septembre 1996.

En mars, le président Clinton a annoncé que les Etats-Unis retireraient à tout jamais de leurs stocks 200 tonnes de matières fissiles militaires. Le pays réduira aussi ses stocks d'uranium fortement enrichi retiré des armes nucléaires en le transformant en uranium faiblement enrichi qui puisse être utilisé dans les réacteurs de puissance. Les Etats-Unis ont également consenti à l'achat de 500 tonnes d'uranium fortement enrichi provenant des armes nucléaires russes démantelées, qu'ils ont transformé en uranium faiblement enrichi pour les réacteurs de puissance.

Toujours en mars, la Conférence du désarmement a décidé de créer un comité spécial qui serait chargé de négocier une interdiction multilatérale de la production de matières fissiles pour la fabrication d'armes et autres dispositifs explosifs nucléaires. Les Etats-Unis et la Russie sont convenus de cesser de produire du plutonium destiné aux dispositifs explosifs nucléaires. En avril, le Royaume-Uni a annoncé qu'il ne produisait plus de matières fissiles à des fins d'armement.

En avril, les Etats-Unis, le Royaume-Uni, la Russie et la France ont harmonisé leurs politiques à l'égard des Etats non dotés d'armes nucléaires en déclarant qu'ils s'interdisaient d'utiliser de telles armes contre ceux de ces Etats qui étaient parties au TNP, sauf dans le cas peu probable d'une attaque contre un Etat doté d'armes nucléaires ou ses alliés par l'un de ces Etats non dotés d'armes nucléaires qui se serait allié ou associé pour cela à un Etat doté d'armes nucléaires.

Toujours en avril, le Conseil de sécurité de l'ONU a adopté par consensus une résolution dans laquelle il a détaillé comme jamais il ne l'avait fait auparavant les moyens à mettre en oeuvre si un Etat non doté d'armes nucléaires qui serait partie au TNP faisait l'objet d'un acte ou d'une menace d'agression entraînant l'emploi de telles armes.

A la Conférence d'examen et de prolongation du TNP qui s'est tenue en 1995, les Etats parties au Traité ont adopté un programme ambitieux par lequel ils sont convenus d'un certain nombre de mesures et de tâches; parmi celles-ci figurent les suivantes :

a) Il convient d'assurer une adhésion universelle au TNP à titre d'objectif prioritaire et urgent;

b) Il faut conclure au plus tard en 1996 un traité universel d'interdiction complète des essais nucléaires qui soit internationalement et effectivement vérifiable; en attendant l'entrée en vigueur de cet instrument, les Etats dotés d'armes nucléaires devraient exercer la plus grande modération en matière d'essais;

c) Il s'agit de conclure une convention interdisant la production de matières fissiles pour la fabrication d'armes et autres dispositifs explosifs nucléaires;

d) Il convient de continuer à déployer résolument et progressivement des efforts systématiques en vue de réduire les armes nucléaires à l'échelle mondiale;

e) Il y a lieu d'encourager à titre prioritaire la mise en place des zones exemptes d'armes nucléaires, ainsi que la création de zones exemptes de toutes armes de destruction massive;

f) La fourniture de matériel et de matières nucléaires doit être subordonnée à l'acceptation de garanties intégrales de l'AIEA;

g) Il faut accroître les capacités qu'a l'AIEA de détecter des activités nucléaires non déclarées.

Les Etats parties au TNP sont également convenus de renforcer la procédure d'examen du TNP et de faire porter davantage cette procédure sur les questions de fond.

Les Etats-Unis appuient sans réserve ce programme et comptent qu'il aura été mis en oeuvre pour une large part lorsque s'ouvrira la prochaine conférence d'examen du TNP, en l'an 2000. Dans cet esprit, nous continuerons d'engager tous les Etats dotés d'armes nucléaires à observer un moratoire afin que cessent tous essais de ces armes, à l'échelle mondiale, tandis que nous nous efforçons d'achever au plus tôt le traité d'interdiction complète des essais.
